

En campagne à Nantes, de Rugy enfariné

Il a annoncé sur Twitter avoir déposé plainte.

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 12 heures,
Mis à jour il y a 11 heures



François de Rugy à Niort le 11 juillet 2019. GEORGES GOBET / AFP

Tête de liste aux régionales en Pays-de-la-Loire, François de Rugy, a été enfariné vendredi 11 juin à Nantes, alors qu'il se trouvait à une terrasse avec des militants tandis que l'enfarineuse présumée a été interpellée, a annoncé l'intéressé.

«Merci aux policiers qui ont interpellé l'enfarineuse qui s'en est prise à moi, alors que j'étais dans le centre-ville de #Nantes, en terrasse, avec des militants après une action de campagne. Je dépose plainte. Le débat, toujours. Les agressions physiques, jamais», a annoncé l'ex-ministre de l'Environnement sur son compte Twitter.

Selon France Bleu, l'agression a eu lieu dans le quartier nantais de la Bouffay vers 20h00. Sur Twitter, le préfet de Loire-Atlantique Didier Martin a exprimé *«son soutien à François #DeRugy»* confirmant que ce dernier a été *«victime d'un acte de malveillance»*. *«Dans une #democratie rien ne justifie qu'on s'en prenne aux élus Merci à @PoliceNat44 pour son action rapide»,* a tweeté le préfet.

L'agression de l'ex-ministre de la Transition écologique, a immédiatement été condamnée par la classe politique. La maire de Nantes a réagi sur Twitter, condamnant *«l'enfarinement dont a été victime @FdeRugy Les agressions physiques sont inacceptables et n'ont rien à voir avec le débat politique et la vie démocratique»* *«Cette nouvelle agression contre un élu est une honte. Solidarité avec François de Rugy»*, a également réagi la présidente de la région Pays-de-la-Loire, Christelle Morançais sur le réseau social.

Selon le compte d'ultra-gauche *«Nantes Révoltée»*, *«Après le homard et le champagne (...) une citoyenne a rappelé à @FdeRugy qu'il n'est pas bienvenu à #Nantes»*, peut-on lire dans un tweet accompagné d'un clip vidéo présenté comme l'agression de l'ex-ministre à Nantes.

Alors ministre de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy avait démissionné le 17 juillet 2019 après une série de révélations de Mediapart: dîners fastueux organisés alors qu'il présidait l'Assemblée (photos de homards et grands crus à l'appui), utilisation contestée de ses frais de mandat de député, coûteux travaux dans son logement de fonction, logement à vocation sociale loué à Nantes.

À voir aussi - François de Rugy: *«Sur les questions de laïcité, les Verts ne sont pas clairs»*